

MARSEILLE

# Des "lacunes" dans le plan Écoles : de beaux bâtiments mais toujours pas de mixité sociale

⌚ 3 min • Nathalie PERRIER



Marseille en grand prévoit des constructions, reconstructions et réhabilitations d'écoles, un volet laissé de côté pendant des années. Ci-contre, le maire Benoît Payan lors d'une visite de chantier du groupe scolaire Malpassé - Les Oliviers, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

**Le 2 septembre 2021, deux ans après le scandale des "Écoles de la honte" dénoncé par "Libération", Emmanuel Macron rêvait d'"inventer ici l'école du futur". S'il y du positif, la Cour des comptes pointe aussi des lacunes.**

Trois ans plus tard, où en est-on sur les écoles, qui, comme le rappellent la Cour des comptes et la Chambre régionale dans leur rapport publié hier, ont été à

l'origine des "**premières réflexions relatives au plan Marseille en grand**" en février 2021 ? S'il est "**trop tôt pour évaluer les impacts de ce plan en pleine phase de déploiement**" et si "**des monographies seront réalisées secteur par secteur en 2026**", indique Nathalie Gervais, présidente de la Chambre régionale des comptes (CRC) Paca, le rapport laisse entrevoir au fil des 150 pages un premier bilan en demi-teinte, avec des "**lacunes**".

## **"Ce plan est une chance"**

"**Ce plan est une chance pour les habitants et de premiers résultats se font jour avec la livraison des écoles**", souligne en préambule Nathalie Gervais. À la rentrée 2024, dix-huit établissements ont bénéficié du Plan écoles et, au total, des opérations de construction, reconstruction ou réhabilitation sont prévues dans 188 sites. Partiellement financées par l'État, elles sont conduites par une société publique locale d'aménagement d'intérêt national pour le compte de la ville de Marseille, un outil qui facilite "**une gouvernance fluide**" et une "**coopération fonctionnelle**" entre l'État et la Ville. Le plan Marseille en grand a également, notent les magistrats, conduit à l'adhésion de 82 écoles au dispositif "écoles innovantes" consistant à conférer davantage d'autonomie pédagogique aux équipes éducatives ainsi que des budgets dédiés.

## **Pas assez pour l'échec scolaire ou la santé**

Pour autant, des failles dans la structuration même du plan, notamment "**sa conception rapide et centralisée**", pourraient ébranler ce rêve d'une "**école du futur**". "**Les mesures proposées répondent certes aux besoins de la population mais ne sont pas traitées de manière assez globale**", pointe Nathalie Gervais. **La question de l'éducation et de l'échec scolaire en est une illustration. Le plan prévoit la rénovation du parc et le développement de nouvelles formes pédagogiques. Mais il n'intègre aucune mesure spécifique visant à améliorer le climat scolaire, à renforcer la santé des élèves ou à accroître la mixité sociale des établissements.**" La question du financement pose aussi question car

relevant pour partie du droit commun, et donc, commente la présidente de la CRC, "**soumis aux délais habituels**", peu adaptés au traitement de l'urgence. Par ailleurs, les crédits de droit commun sont, par définition, des crédits qui n'ont rien d'exceptionnel... "**Les financements au moyen de dispositifs de droit commun ne sont pas représentatifs d'un effort financier nouveau de l'État en faveur de Marseille, dans la mesure où ils auraient pu être sollicités par la ville de Marseille indépendamment du plan Marseille en grand**", taclent les magistrats financiers. Autre écueil : le plan Écoles n'est doté d'aucun calendrier précis. Dans sa réponse annexée au rapport, Benoît Payan, le maire (DVG) rappelle que c'est le diagnostic réalisé par son équipe municipale en 2020 qui l'a conduit à "**demander un soutien fort de l'État**". S'il constate, sans commenter, que la question de la mixité sociale "**n'est pas intégrée au périmètre du plan Marseille en grand**", il rappelle "**l'engagement fort de la Ville, en partenariat avec l'Éducation nationale, sur la mixité scolaire**", via notamment la refonte du règlement des dérogations scolaires.

***Aucune mesure spécifique visant à améliorer le climat scolaire. ,***